

*L'alimentation est un droit
humain, pas seulement « une
marchandise à échanger »,
rappelle António Guterres*



Nations Unies, 23 septembre (RHC) Le Secrétaire Général de l'Onu, Antonio Guterres a mis l'accent sur le fait que chaque jour, des centaines de millions de personnes se couchent le ventre vide. Trois milliards de personnes n'ont pas les moyens d'avoir une alimentation saine. Deux milliards sont en surpoids ou obèses et 462 millions souffrent d'insuffisance pondérale. Près d'un tiers de la nourriture produite est

perdue ou gaspillée.

Ce ne sont là que quelques-uns des problèmes et des contradictions mis à nu par le Secrétaire général des Nations Unies jeudi, lors de l'ouverture du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, qui réunit des agriculteurs et des pêcheurs, des jeunes, des peuples autochtones, des chefs d'État, des gouvernements et bien d'autres, dans le but de transformer le secteur et de remettre le monde sur la voie de la réalisation des 17 Objectifs de développement durable (ODD) d'ici 2030.

Pour António Guterres, « le changement des systèmes alimentaires n'est pas seulement possible, il est nécessaire », pour les populations, pour la planète et pour la prospérité.

Le chef de l'ONU a toutefois prévenu que la Covid-19 a rendu le défi beaucoup plus grand. La pandémie a creusé les inégalités, décimé les économies, plongé des millions de personnes dans l'extrême pauvreté et fait planer le spectre de la famine dans un nombre croissant de pays.

Dans le même temps, a déclaré M. Guterres, le monde « mène une guerre contre la nature et en récolte les fruits amers », avec des récoltes ruinées, des revenus en baisse et des systèmes alimentaires défaillants.

Les systèmes alimentaires génèrent également un tiers de toutes les émissions de gaz à effet de serre, a-t-il ajouté. Et ils sont responsables de près de 80% de la perte de biodiversité.

Au cours des 18 derniers mois, dans le cadre de dialogues nationaux, les gouvernements ont réuni des entreprises, des communautés et la société civile afin de tracer des voies pour l'avenir des systèmes alimentaires dans 148 pays. Plus de 100.000 personnes se sont réunies pour discuter et débattre des solutions.

De ces discussions sont nées de nombreuses propositions. M. Guterres a choisi de mettre en avant trois domaines d'action clés.

Soutenir la santé et le bien-être

Premièrement, il est nécessaire de mettre en place des systèmes alimentaires qui favorisent la santé et le bien-être de tous.

Rappelant que les régimes alimentaires nutritifs et diversifiés sont souvent trop coûteux ou inaccessibles, M. Guterres a déclaré qu'il était heureux de voir de nombreux États membres se rallier à l'accès universel à des repas nutritifs dans les écoles.

Protéger la planète

Deuxièmement, il a fait valoir que le monde a besoin de systèmes alimentaires qui protègent la planète.

« Il est possible de nourrir une population mondiale croissante tout en sauvegardant notre environnement. Et il faut que les pays viennent à la COP26 à Glasgow avec des plans audacieux et ciblés pour tenir la promesse de l'accord de Paris », a-t-il déclaré, en référence à la Conférence sur le climat en novembre. « La guerre sur notre planète doit prendre fin, et les systèmes alimentaires peuvent nous aider à construire cette paix ».

La dépendance excessive à l'égard des activités traditionnelles telles que l'agriculture a laissé tous les pays les moins avancés (PMA) extrêmement vulnérables au choc économique causé par la Covid-19.

Soutenir la prospérité

Troisièmement, et enfin, les systèmes alimentaires doivent soutenir la prospérité.

« Pas seulement la prospérité des entreprises et des actionnaires. Mais la prospérité des agriculteurs et des travailleurs de l'agroalimentaire, et en fait, des milliards de personnes dans le monde qui dépendent de cette industrie pour leur subsistance », a fait valoir le chef de l'ONU.

Mettant en avant les travailleurs désintéressés qui ont peiné dans les champs et transporté des aliments pendant la pandémie mortelle, il a déclaré que « ces femmes et ces hommes ont été les héros méconnus de ces 18 derniers mois ».

Malgré cela, « trop souvent, ces travailleurs sont sous-payés, voire exploités ».

La relèvement de la Covid-19

Ces systèmes représentent 10% de l'économie mondiale et, de ce fait, M. Guterres estime qu'ils « peuvent être un puissant moteur pour une reprise inclusive et équitable de la Covid-19 ».

Pour que cela devienne une réalité, les gouvernements doivent modifier leur approche des subventions agricoles et des aides à l'emploi pour les travailleurs.

Ils doivent également repenser la façon dont ils considèrent et valorisent l'alimentation, « non pas simplement comme une marchandise à échanger, mais comme un droit partagé par tous ».

Le Secrétaire général a assuré que les Nations Unies poursuivraient leurs efforts dans ce sens, en collaboration avec la communauté internationale. L'organisation organise un sommet de suivi, dans deux ans, pour faire le point sur les progrès accomplis.

Dans l'intervalle, le chef de l'ONU a déclaré que davantage d'entreprises devaient se joindre aux travaux et que la voix de la société civile devait continuer à faire pression en faveur du changement.

« Et tout au long du processus, nous avons besoin de l'engagement des personnes qui sont au cœur de nos systèmes alimentaires. Les agriculteurs familiaux, les éleveurs, les travailleurs, les peuples autochtones, les femmes, les jeunes. Apprenons les uns des autres, et inspirons-nous les uns des autres, alors que nous travaillons ensemble pour atteindre les ODD », a-t-il conclu.

Lors de l'ouverture de l'événement, l'Envoyée spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour le Sommet sur les systèmes alimentaires, Agnes M. Kalibata, a déclaré que « les systèmes alimentaires ont le pouvoir incroyable de mettre fin à la faim, de construire des vies plus saines et de soutenir notre belle planète ».

L'agriculture peut jouer primordial pour faire face au changement climatique en offrant des solutions basées sur la nature

Les experts se montrent inquiets

Soulignant l'intensité du débat sur la question de la production alimentaire, à la veille du sommet, trois experts indépendants des droits de l'homme des Nations Unies se sont dits très préoccupés par le fait que l'événement ne serait pas un « sommet des peuples » comme promis.

Ils craignent qu'il ne laisse de côté les personnes les plus marginalisées et les plus vulnérables.

Selon les experts nommés par le Conseil des droits de l'homme, qui ont participé à la préparation du sommet, l'événement « se veut inclusif, mais il a laissé de nombreux participants et plus de 500 organisations représentant des millions de personnes, se sentant ignorés et déçus ».

Dans une déclaration commune, ils affirment que « le Sommet risque malheureusement de présenter les droits de l'homme aux gouvernements comme une politique facultative et non comme un ensemble

d'obligations légales ».

Les experts craignent que le Sommet ne serve le secteur des entreprises « plus que les personnes qui sont essentielles à l'épanouissement de nos systèmes alimentaires, comme les travailleurs, les petits producteurs, les femmes et les peuples autochtones ».

La déclaration est signée par Michael Fakhri, Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, David Boyd, Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'environnement, et Olivier de Schutter, Rapporteur spécial sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme.

Source news.un.org

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/271386-lalimentation-est-un-droit-humain-pas-seulement-une-marchandise-a-echanger-rappelle-antonio-guterres>



Radio Habana Cuba